

Projet CIERA 2006-2008

« Le libéralisme politique et ses critiques : les formes contemporaines du ‘républicanisme’ (France, Allemagne, monde anglo-saxon) »

- Rapport intermédiaire -

Le programme de formation-recherche intitulé « Le libéralisme politique et ses critiques : les formes contemporaines du ‘républicanisme’ (France, Allemagne, monde anglo-saxon) » s’est déroulé comme prévu durant sa phase de lancement en 2006-2007.

Il a pour l’essentiel donné lieu à un séminaire de recherche mensuel (comptant entre 20 et 50 participants) sur les formes contemporaines du néo-républicanisme (le colloque prévu sur le thème de la « Constitution/ Verfassung » aura lieu les 28-29 septembre 2007).

Grâce à l’invitation d’éminents spécialistes de cette problématique située à la charnière de l’histoire de la théorie politique et des idéologies politiques dans différents pays européens, il a ainsi été possible d’aborder plusieurs moments historiques fondateurs et/ ou problèmes centraux du débat contemporain entre libéralisme politique classique et néo-républicanisme.

En revisitant l’opposition devenue classique entre « liberté négative » et « liberté positive » chez Isaiah Berlin, on a tout d’abord pu montrer comment la majeure partie du renouveau républicainiste actuel était repartie de la critique d’une version éthiquement évidée et juridiquement procéduralisée du programme libéral moderne. Le retour effectué de manière connexe (grâce aux deux thèses récentes de E. Travers et G. Paoletti) sur la pensée fondatrice de Benjamin Constant a permis de montrer que, contrairement aux assertions de la plupart des néo-républicainistes contemporains, les choses demeurent plus complexes et l’idée d’un atomisme juridique plus ambiguë chez Constant lui-même ainsi que d’autres penseurs libéraux modernes, soucieux de combiner liberté civile et liberté politique, délégation de la souveraineté populaire par le gouvernement représentatif et réalisation de la destination humaine via l’activité politique et la participation civique. Les thèses de Philipp Pettit sur l’idéal de liberté non plus seulement comme « non interférence » mais comme « non domination » apparaissent désormais sous un jour plus nuancé.

La discussion du livre de Jean-Fabien Spitz sur *Le moment républicain en France* a fait apparaître des différences capitales internes aux théories néo-républicainistes. En mettant l’accent sur le problème de la légitimation politique au sein de la société moderne, systématiquement et axiologiquement différenciée, des individus, en réévaluant le rôle émancipateur de la puissance étatique centrale, J.-F. Spitz non seulement déconstruit l’opposition convenue au sein du libéralisme entre individu et Etat mais plus encore il rompt avec le néo-républicanisme de l’humanisme civique (Pocock, Arendt, etc.) et dessine une troisième voie – entre libéralisme et socialisme – assurant l’auto-implication continuée entre liberté et égalité, via des politiques publiques (impôt sur les successions, impôt progressif sur le revenu, lutte contre les inégalités de ressources et de statut, etc.) rétablissant au sein du social, et de manière non égalitariste, les conditions équitables de la lutte. Ce républicanisme-là ne mise principalement ni sur les vertus civiques et leurs supposés effets, ni sur la participation politique comme telle (cf. le tournant délibératif et participatif contemporain du politique comme remède à la captation oligarchique du gouvernement représentatif), ni sur la

résorption totale des inégalités de fait, mais bien plutôt sur la double nécessité concomitante a) de maintenir le système individualiste des besoins avec ses effets collectivement vertueux en termes de production de richesses et b) de corriger (non par souci moral égalitariste mais par intérêt global bien compris) les zones d'inégalités que la logique individualiste du marché a toujours tendance à reconstituer afin de pouvoir produire ses effets collectifs ; un tel système politique capable d'assurer, de front, liberté politique et égalité des conditions de la lutte (sans s'adonner à l'illusion utopique de pouvoir abolir la lutte comme telle au niveau ontologique) serait ainsi à même de produire le seul type de légitimité politique acceptable aux yeux de la société des individus (faute de quoi toutes sortes de populismes ne manqueraient pas de se recomposer sur les bords de la démocratie, au nom du peuple comme seule source possible de la souveraineté moderne et en vertu des deux principes cardinaux de la politique moderne que sont la liberté et l'égalité).

Les autres séances du séminaire de l'année 2006-2007 ont quant à elles permis de mettre l'accent sur des aspects plus spécifiques du débat libéralisme/ néo-républicanisme.

La question de la forme politique dite de l'Etat-Nation et celle de son caractère ou non indépassable pour la politique moderne ont ainsi été abordées autour des thèses de Pierre Manent. C'est l'Union Européenne et sa prétention à absorber les Etats-Nations qui a alors été mise en cause sous le signe d'une forme politique spécifique appelée « Empire démocratique » européen. Faisant sauter les verrous classiques de la politique moderne (souveraineté absolue de l'Etat-Nation, gouvernement représentatif instituant une politique à distance en rupture avec le face à face de la forme politique de la Cité-Etat antique ou italienne de la Renaissance, etc.), l'Empire démocratique de l'Union Européenne pose un certain nombre de difficultés incontournables en terme de légitimation, de politiques publiques redistributrices via la médiation symbolique de la nation, etc. – autant de points abordés, qui rendent inconciliables les positions de P. Manent avec des positions dites post-nationales (J.-M. Ferry, J. Lacroix, etc.) argumentant en faveur d'une redéfinition de la théorie démocratique dans le cadre de la forme politique inédite de l'Empire européen (et non plus de l'Etat-nation).

Enfin, traitée de manière remarquablement informée par Jean-Cassien Billier, la question du « perfectionnisme » libéral (l'idée de l'impossibilité pour le libéralisme de se passer, quoi qu'il en dise, d'une conception générale du Bien politique dans sa définition d'un cadre libéral minimal constitutionalisé) a permis de remettre sur le métier la question berlinoise de la « liberté positive » au regard des défis éthiques posés par le procès même de l'émancipation moderne (nouvelles pratiques sexuelles sans interdit, hybridation des cultures au niveau mondial, nouveaux médias échappant à la censure, biotechnologies et manipulation du vivant en tous genres, etc.).

L'année 2007-2008 permettra de poursuivre l'examen engagé des différentes théories néo-républicanistes et de leur critique du libéralisme politique. Un volume collectif dégageant la diversité interne du républicanisme comme ses axiomes communs devrait en résulter à terme. Organisé à Paris (Maison Heinrich Heine), le colloque des 28-29 septembre 2007 sur le thème « Verfasstheit – Verfassung – Constitution (XVIII^e-XXI^e s.) » se donnera entre autres pour objectif d'analyser les pouvoirs symboliques instituant de l'idée moderne de « constitution ».

Annexe :

Programme du séminaire pour l'année 2006-2007

Tableau des dépenses engagées à la date du 15/06/2007